

Prime-Vert

Sous-volet 1.1 Appui à la réalisation du Plan d'agriculture durable

Sous-volet 1.1.1 Projet de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour l'environnement et la santé

1. INSTRUCTIONS

Pour que votre demande d'aide financière soit recevable, vous devez remplir chacune des sections de ce formulaire, le signer et le transmettre au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) accompagné de tous les documents requis et des renseignements nécessaires à son traitement. Le ministre procédera seulement à l'analyse des demandes complètes.

Les renseignements personnels et confidentiels que vous fournirez au MAPAQ de même que les informations que celui-ci consignera à votre dossier seront protégés et ne pourront être communiqués qu'en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) (Loi).

Seuls le personnel du MAPAQ et les organismes dûment autorisés auront accès à ces renseignements, selon les dispositions prévues par la Loi. Ceux-ci serviront à l'administration de votre dossier ainsi qu'à la saine gestion et à la reddition de comptes de Prime-Vert. Ils ont ainsi un caractère obligatoire et le refus de les fournir pourrait entraîner l'irrecevabilité de votre demande.

Vous pouvez consulter les renseignements personnels et confidentiels vous concernant, en obtenir une copie ou les faire corriger, selon les dispositions prévues par la Loi.

2. RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR

Renseignements sur l'entreprise agricole ou la coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA)

Seules les entreprises ayant un numéro d'identification ministériel (NIM) d'exploitant agricole sont admissibles. Les CUMA doivent détenir un NIM d'association de producteurs.

Nom	Numéro d'identification ministériel	Numéro d'entreprise du Québec
Forme juridique, telle qu'elle est inscrite au Registraire des entreprises du Québec, s'il y a lieu.		
<input type="checkbox"/> Entreprise individuelle	<input type="checkbox"/> Société en participation <input type="checkbox"/> Société en nom collectif (SENC) <input type="checkbox"/> Société en commandite <input type="checkbox"/> Société par actions (compagnie)	<input type="checkbox"/> Coopérative (ex. : CUMA) <input type="checkbox"/> Personne morale sans but lucratif (OBNL/OSBL) <input type="checkbox"/> Association ou regroupement de personnes <input type="checkbox"/> Autre (précisez) :
Adresse, telle qu'elle est inscrite au Registraire des entreprises du Québec, le cas échéant		
Ville	Province	Code postal
Adresse de correspondance, si elle diffère de celle de l'entreprise		
Adresse du projet, si elle diffère de celle de l'entreprise		

Renseignements sur le représentant de l'entreprise

Appellation <input type="checkbox"/> M ^{me} <input type="checkbox"/> M.	Prénom	Nom	Titre, s'il y a lieu (ex. : président)
Fonction, telle qu'elle est inscrite au Registraire des entreprises du Québec, s'il y a lieu. <input type="checkbox"/> Personne physique exploitant une entreprise individuelle <input type="checkbox"/> Actionnaire <input type="checkbox"/> Administrateur(-trice) <input type="checkbox"/> Dirigeant(e) <input type="checkbox"/> Associé(e) <input type="checkbox"/> Mandataire autorisé(e) <input type="checkbox"/> Autre (précisez) :			
Téléphone	Téléphone cellulaire	Courriel	

3. ENGAGEMENT ET OBLIGATIONS DU DEMANDEUR

Le non-respect des engagements et obligations ci-dessous peut mener au refus de la demande d'aide financière. Le ministre se réserve le droit de vérifier l'exactitude des informations fournies.

Je confirme le respect des conditions ci-dessous et j'atteste que le demandeur que je représente :	
<input type="checkbox"/>	n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni ses sous-traitants;
<input type="checkbox"/>	n'est pas sous la protection de la <i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i> (L.R.C. [1985], chapitre C-36) ni de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (L.R.C. [1985], chapitre B-3);
<input type="checkbox"/>	n'a pas fait défaut de respecter ses obligations après avoir été dûment mis en demeure par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et ce, au regard d'une aide financière octroyée par ce dernier au cours des deux années précédant le dépôt de la présente demande d'aide financière;
<input type="checkbox"/>	n'est pas sur le coup d'une ordonnance du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ou d'un juge, prise en vertu de la <i>Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal</i> (RLRQ, chapitre B-3.1).

Je confirme le respect des engagements ci-dessous	
<input type="checkbox"/>	Le demandeur que je représente s'engage à déclarer par écrit au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation toute aide financière publique reçue liée aux activités ou aux projets financés dans le contexte de Prime-Vert.
<input type="checkbox"/>	Le projet que je présente est conforme aux lois et règlements en vigueur et sera réalisé dans le respect de ceux-ci, dont le <i>Code de gestion des pesticides</i> (RLRQ, chapitre P-9.3, r.1).
<input type="checkbox"/>	Le projet que je présente n'est pas lié à la production, à la transformation, à la vente et à la prestation de services liés au cannabis touchant les produits récréatifs ni aux produits non homologués par Santé Canada.
<input type="checkbox"/>	Le demandeur que je représente détient ou s'engage à détenir les permis (municipaux, provinciaux ou autres) et les autorisations environnementales à la réalisation du projet, lorsque requis.
<input type="checkbox"/>	Le matériel et les équipements achetés dans le cadre de ce projet sont neufs.

4. BONIFICATION DE L'AIDE FINANCIÈRE

Seuls les demandeurs énumérés ci-dessous sont admissibles à une bonification de l'aide financière d'un maximum de 15 %. Veuillez cocher les sections qui correspondent à votre situation.

Lorsqu'un critère de bonification est coché, l'aide financière sera automatiquement calculée selon les taux bonifiés.

<input type="checkbox"/>	Le demandeur détient une précertification biologique pour la production concernée par le projet.
<input type="checkbox"/>	Le demandeur détient une certification biologique pour la production concernée par le projet.
<input type="checkbox"/>	Le demandeur remplit les critères spécifiques à la relève agricole, soit : <ul style="list-style-type: none"> – être âgé d'au moins 18 ans et de moins de 40 ans; – avoir suivi une des formations reconnues par le Programme d'appui financier à la relève agricole de La Financière agricole du Québec et identifiées à l'annexe 1 du texte du programme; – détenir au moins 20 % des parts de l'entreprise.
<input type="checkbox"/>	Le projet faisant l'objet de la demande d'aide financière est réalisé aux Îles-de-la-Madeleine.
<input type="checkbox"/>	Le demandeur est une CUMA dont la branche d'activité faisant l'acquisition de l'équipement est composée d' <u>au moins trois</u> exploitations agricoles. Nom de la branche concernée : Nombre d'exploitations agricoles qui la composent : <i>Si le nombre d'exploitations agricoles est inférieur à trois, vous n'êtes pas admissible.</i>
Numéro d'identification ministériel (NIM) des exploitations agricoles concernées	

5. PRÉSENTATION DU PROJET

Veuillez inscrire les informations demandées dans le ou les sous-volets concernés par votre demande d'aide financière.

Sous-volet 1.1.1 – Projet de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour l'environnement et la santé

<i>(Important)</i> Principale production visée par la demande :	
(Précisez, s'il y a lieu) :	
<input type="checkbox"/>	Je confirme que le demandeur que je représente a des superficies en cultures pour la principale production visée par le projet ET réalise les opérations culturales de celle-ci.
<i>(Important)</i> Sélectionnez une réponse dans le menu déroulant. Un équipement concerné par le projet fait aussi l'objet d'une demande d'aide financière dans le sous-volet : Choisissez un élément.	

Joindre à cette demande une soumission détaillée ou l'information équivalente permettant de valider une preuve de prix.

Achat ou modification d'équipement de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique					
Nom des équipements ou des composantes (indiquez s'il s'agit d'un achat d'équipement ou d'une modification à un équipement existant)	Superficie visée (ha)	Prix avant taxes (\$)	Contribution du demandeur (\$)	Montant de l'aide demandée* (\$)	Date prévue de livraison (AAAA-MM-JJ)

Achat ou modification d'équipement de réduction des risques liés aux pesticides					
Nom des équipements ou des composantes (indiquez s'il s'agit d'un achat d'équipement ou d'une modification à un équipement existant)	Superficie visée (ha)	Prix avant taxes (\$)	Contribution du demandeur (\$)	Montant de l'aide demandée* (\$)	Date prévue de livraison (AAAA-MM-JJ)

Implantation de filets anti-insectes (décrivez les différents éléments ex. : filets, main-d'œuvre spécialisée, structure)					
	Superficie visée (ha)	Prix avant taxes (\$)	Contribution du demandeur (\$)	Montant de l'aide demandée* (\$)	Date prévue de livraison (AAAA-MM-JJ)

Autres dépenses - Équipements ou Filets anti-insectes					
Ex. : Frais liés au transport et à la livraison du matériel (si non indiqués dans la soumission)		Prix avant taxes (\$)	Contribution du demandeur (\$)	Montant de l'aide demandée* (\$)	
Précisez :					

Utilisation d'agents de lutte biologique ou de phéromones					
Description	Superficie visée (ha)	Prix avant taxes (\$)	Contribution du demandeur (\$)	Montant de l'aide demandée* (\$)	Date prévue de livraison (AAAA-MM-JJ)
<input type="checkbox"/> Mouches stériles de l'oignon					
<input type="checkbox"/> Diffuseurs de phéromones et de pièges Delta utilisés pour la confusion sexuelle contre le carpocapse de la pomme ou la sésie du cornouiller dans la production de pommes					
<input type="checkbox"/> Trichogrammes pour la lutte contre la pyrale du maïs dans la culture de maïs sucré frais et de transformation					
Autres dépenses - Utilisation d'agents de lutte biologique ou de phéromones					
Ex. : Frais liés au transport et à la livraison du matériel (si non indiqués dans la soumission)		Prix avant taxes (\$)	Contribution du demandeur (\$)	Montant de l'aide demandée* (\$)	
Précisez :					
Total*					

* Maximum admissible de 40 000 \$ pour la durée de Prime-Vert à l'exception des CUMA, dont le maximum est de 120 000 \$ pour la durée de Prime-Vert et d'un maximum de 40 000 \$/branche d'activité

Le taux maximal de l'aide financière est de 50 % des dépenses admissibles (65 % avec bonification), jusqu'à l'atteinte de la somme maximale par projet et par demandeur. Pour l'utilisation d'agents de lutte biologique ou de phéromones, le taux maximal peut atteindre 70 % (85 % avec bonification), jusqu'à l'atteinte de la somme maximale par projet et par demandeur.

Aucun dépassement de coûts ne pourra être autorisé aux fins d'une aide financière supplémentaire.

Commentaires

6. CUMUL DES AIDES FINANCIÈRES PUBLIQUES

Avez-vous déjà obtenu ou obtiendrez-vous une aide financière du MAPAQ pour un ou des équipements visés dans votre demande? Oui Non

Avez-vous obtenu ou obtiendrez-vous, relativement à ce projet, une aide financière directement ou indirectement de ministères ou d'organismes gouvernementaux (fédéraux ou provinciaux), de leurs sociétés d'État ou d'entités municipales? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui », veuillez indiquer ci-dessous la source de financement, le type d'aide et le montant y afférent ainsi que le programme ou l'initiative en vertu duquel l'aide financière a été accordée, le cas échéant.

Source de financement	Type d'aide*	Montant (\$)	Programme	
			PICD ¹	Autres (précisez)
			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/>	
Total				

* Subvention, prêt, garantie, crédit d'impôt.

7. DOCUMENTS À JOINDRE À LA DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Pour les pratiques visant une ou des immobilisations sur une terre ou un bâtiment en location :	<input type="checkbox"/>	Bail ayant une durée minimale de cinq (5) ans à compter du dépôt de la demande d'aide financière, soit par une clause de renouvellement ou par une durée résiduelle d'au moins cinq (5) ans. Pour les demandeurs bénéficiant d'une aide financière de 15 000 \$ et plus sur des immobilisations, la preuve de la publication du bail au Registre foncier du Québec sera conditionnelle au premier versement de l'aide financière.
Pour les projets admissibles à une bonification associée à la production biologique :	<input type="checkbox"/>	Pour les exploitations agricoles ayant une précertification biologique, fournir l'attestation pour la production concernée par le projet.
	<input type="checkbox"/>	Pour les exploitations agricoles ayant une certification biologique, le Répertoire des produits biologiques certifiés du Québec est utilisé afin de valider l'admissibilité du demandeur à la bonification pour la certification biologique. Dans un cas où les informations figurant dans ce répertoire ne sont pas conformes, le demandeur doit déposer une preuve de certification biologique pour la production concernée par le projet.
Pour les projets admissibles à une bonification associée à une relève agricole :	<input type="checkbox"/>	Preuve de formation reconnue par le Programme d'appui financier à la relève agricole de La Financière agricole du Québec et identifiée à l'annexe 1 du texte du programme doit être fournie;
	<input type="checkbox"/>	Les critères relatifs à l'âge et à la proportion de parts détenues par le demandeur doivent être respectés. Ils seront vérifiés à partir des informations contenues dans le dossier d'enregistrement de l'exploitation agricole au Ministère. Il est de la responsabilité du demandeur de s'assurer, avant le dépôt d'une demande d'aide financière, que ces informations sont conformes à sa situation actuelle. Dans un cas où elles ne sont pas conformes, des documents supplémentaires (preuve d'âge, preuve de possession de 20 % des parts) devront être transmis par le demandeur au Ministère.

¹ Programme investissement croissance durable de La Financière agricole du Québec.

Pour les CUMA :	<input type="checkbox"/>	Copie du contrat d'engagement entre la CUMA et chacun des membres de la branche d'activité concernée qui doit être déposée avant le premier versement. Ce contrat d'engagement doit stipuler, entre autres, le coût de l'équipement, le montant d'aide financière prévu en vertu de Prime-Vert, la quote-part des droits d'utilisation de chaque membre de même que le montant résiduel à financer.
Autre :	<input type="checkbox"/>	S'il y a lieu, remplir la procuration (Annexe 1) ou fournir un document (ex. : procès-verbal, ou résolution) qui consigne la décision de l'exploitation agricole ou de la CUMA autorisant le représentant du demandeur à compléter les documents liés à la demande d'aide financière.*

* Pour plus de renseignements sur les procurations, consultez le site Web [Québec.ca](http://Quebec.ca).

Sous-volet 1.1.1 – Projet de réduction de l'usage des pesticides et de leurs risques pour l'environnement et la santé

Achat ou modification d'équipement de désherbage mécanique, manuel, électrique ou thermique	<input type="checkbox"/>	Soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix.
Achat ou modification d'équipement de réduction des risques liés aux pesticides	<input type="checkbox"/>	Soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix.
Implantation de filets anti-insectes	<input type="checkbox"/>	Soumissions détaillées ou informations équivalentes incluant une preuve de prix.
	<input type="checkbox"/>	Pour les cultures de vignes et de camerises uniquement : fournir la recommandation d'un conseiller selon laquelle l'utilisation de filets anti-insectes est recommandée.
Utilisation d'agents de lutte biologique ou de phéromones	<input type="checkbox"/>	Bon de commande pour chacun des équipements faisant l'objet de la demande.

8. ATTESTATION, CONSENTEMENT ET SIGNATURE*

- J'atteste avoir pris connaissance du texte de Prime-Vert et je m'engage à respecter chacune des clauses, conditions et obligations qui y sont décrites et à fournir les informations requises pour l'identification et l'évaluation de mon projet.
 - J'atteste que je ne suis au courant d'aucun fait qui rendrait inexacts ou trompeurs les documents ou renseignements que j'ai soumis au ministre pour sa prise de décision et que ces documents et renseignements représentent fidèlement la vérité.
 - Je comprends que la présente demande ne garantit pas l'obtention d'une aide financière pour la réalisation de mon projet et que cette aide est conditionnelle à l'acceptation de ma demande par le ministre, sous réserve des disponibilités budgétaires.
 - Je consens à ce que les renseignements demandés et recueillis dans le contexte de la présente demande d'aide financière soient vérifiés, utilisés, regroupés ou divulgués à des fins d'analyse ou de gestion de Prime-Vert, dans la mesure où la confidentialité des renseignements personnels est protégée conformément aux lois en vigueur.
 - Je consens, le cas échéant, à donner un accès à mon entreprise de même qu'à l'ensemble des renseignements qui s'y rapportent aux représentants ou aux mandataires du ministre afin de vérifier l'admissibilité, la réalisation et la conformité du projet et le respect des exigences relatives à la présente demande d'aide financière.
 - J'atteste qu'il n'existe, à ma connaissance, aucune réclamation, poursuite ni plainte civile ou pénale de quelque nature et pour quelque montant que ce soit qui pourrait m'empêcher d'exécuter mes obligations envers le ministre dans l'éventualité où ce dernier accepte mon projet.
 - Pour les entreprises qui emploient 50 employés et plus pendant une période d'au moins six mois consécutifs :
 - J'atteste détenir un certificat de francisation (ou une attestation d'inscription ou une attestation d'application d'un programme de francisation émise depuis moins de 18 mois valide et délivrée par l'Office québécois de la langue française). En l'absence de certification ou d'attestation, je consens à entamer une démarche de francisation auprès de l'Office québécois de la langue française;
 - Pour les entreprises qui ont plus de 100 employés :
 - Je m'engage à me conformer au Programme d'obligation contractuelle – Égalité en emploi advenant l'obtention d'une subvention de 100 000 \$ ou plus.
 - J'atteste être une personne dûment autorisée à signer cette demande d'aide financière*.
- J'ai lu et compris les dispositions d'attestation et de consentement ci-dessus.**

Prénom et nom en lettres moulées

Signature*

Date

* Selon la fonction du représentant du demandeur, une résolution du conseil d'administration ou une procuration (voir Annexe 1) devra être jointe au présent formulaire.

9. COORDONNÉES POUR L'ENVOI DU FORMULAIRE

Par courriel : Prime-Vert@mapaq.gouv.qc.ca

10. POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Veuillez communiquer par téléphone avec la [personne-ressource](#) au bureau du MAPAQ de votre région.

Consultez le site Internet :

<https://www.quebec.ca/agriculture-environnement-et-ressources-naturelles/agriculture/aide-financiere/prime-vert>

Je, _____, en ma qualité de :

- personne physique** exploitant une entreprise individuelle,
- associé(e)** d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation,
- actionnaire** d'une société par actions,
- administrateur(-trice)** d'une société par actions, d'un OBNL (personne morale sans but lucratif) ou d'une coopérative,
- dirigeant(e)** d'une société par actions, d'un OBNL (personne morale sans but lucratif) ou d'une coopérative,
- autre (précisez) :**

autorise les personnes désignées ci-dessous à me représenter en ce qui concerne la présente demande d'aide financière ainsi que pour la convention d'aide financière établie avec le ministre et à intervenir auprès de ce dernier dans le cadre de la présente initiative.

Renseignements sur les personnes désignées comme mandataires

Prénom et nom du mandataire	Adresse	Téléphone
Prénom et nom du mandataire	Adresse	Téléphone
Prénom et nom du mandataire	Adresse	Téléphone

À cet effet, les mandataires nommés ci-dessus pourront prendre tout engagement et poser tout acte en relation avec cette demande, notamment faire toute déclaration, signer tout acte, document, consentement, engagement ou autorisation, transmettre tout renseignement ou document qui me concerne ou qui concerne mon entreprise, élire domicile, recevoir signification et généralement faire tout ce qu'ils jugeront utile ou nécessaire dans les limites du présent mandat.

Ils auront accès à tout renseignement touchant cette demande ainsi qu'à la convention d'aide financière établie avec le ministre et pourront discuter de toute matière s'y rapportant avec le personnel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. À cette fin, j'autorise aussi le Ministère à communiquer aux mandataires tout renseignement qu'il détient en ce qui a trait à cette demande et à cette convention.

Les présentes procuration et autorisation prennent effet à la date de ma signature ci-dessous et peuvent être révoquées sur présentation d'un avis écrit de ma part.

Prénom et nom en lettres moulées du mandant

Signature du mandant

Date